

Zeitschrift: Zivilschutz = Protection civile = Protezione civile
Herausgeber: Schweizerischer Zivilschutzverband
Band: 31 (1984)
Heft: 7-8

Rubrik: Leserbriefe

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

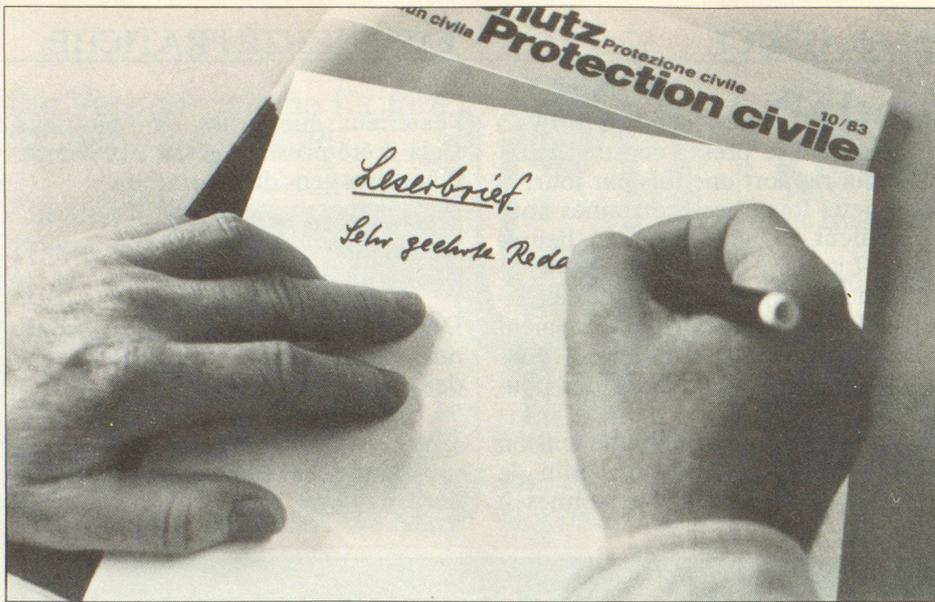
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



«Blumen» für die Redaktion



Offenbar habe ich schon lange den «Zivilschutz» nicht mehr angeschaut. Heute

nahm ich ihn zur Hand – und staunte. Meine Gratulation zur Aufmachung! Wenn ich die Zeitschrift mit einer Ausgabe vor vier, fünf Jahren vergleiche – ich befasste mich damals eingehend mit Zivilschutz und wurde als Ortschefin abgelehnt –, dann ist ein «himmelweiter» Unterschied festzustellen. Das freut mich, wenn es junge Leute fertigbringen, einem Publikationsorgan ein neues Gesicht zu geben. Machen Sie so weiter!

Josée Ebner, Tuttwil TG

Etwas mehr Opferbereitschaft



In der Nummer 6/84 unserer Zeitschrift beklagen sich die Aargauer über mangelndes Verständnis bei den Arbeitgebern in bezug auf die Freistellung für Zivilschutzinstruktionsdienste. Dazu muss ich nun doch eine kleine Entgegnung machen. Vorweg möchte ich betonen, dass ich selbst, wie man so schön sagt, vom Zivilschutz «angefressen» bin, dass ich in diesem Jahr auch bereits wieder zwölf Tage Instruktion hinter mir habe. Alle diese Dienste kann ich als kleiner Selbständigerwerbender allerdings nur machen, weil ich eine sehr verständnisvolle Frau habe, welche die ihr zugemutete Arbeit bzw. Mehrarbeit übernimmt. Unsere Aar-

gauer Kameraden übersehen, dass unsere Wirtschaft heute echte Kostenprobleme hat. Kosteneinsparungen werden in den kommenden Zeiten noch verstärkt zum Zuge kommen müssen, denn den Betrieben werden immer wieder neue Belastungen aufgebürdet, sei dies nun im Sozialbereich oder anderweitig.

Seien wir uns doch im klaren, dass viele unserer Kameraden, welche Instruktionsdienste leisten, dies als Hobby tun. Für sein Hobby bringt man aber gerne selbst auch Opfer, und so dürfen wir dies auch von uns erwarten. Ich kenne Kameraden, die an ihren Diensttagen den eigenen Einmannbetrieb zumachen und die aller- notwendigsten Arbeiten am Abend und in der Nacht verrichten. Solches dürfen wir aber auch von den Angestellten erwarten. Personen, die diese Dienste nur deswegen versehen, um keinen Militärpflichtersatz bezahlen zu müssen, bedaure ich nicht.

Eugen Gfeller, Frauenfeld

La réalité d'une guerre chimique



On a beaucoup parlé ces derniers temps de la guerre Iran-Irak.

Cette guerre évoque un conflit plus ancien: la «Grande Guerre» de 1914–1918. Comme à cette époque, des vagues de fantassins se lancent à l'assaut de positions très bien fortifiées et se font hacher par les mitrailleuses et l'artillerie de l'armée ennemie. L'Irak lance donc des «offensives à la Nivelles» et accuse, autre analogie avec 1914–1918, l'Irak d'utiliser des armes chimiques.

L'ONU s'est inquiétée de cet emploi

possible d'armes chimiques et a envoyé, à l'initiative de son secrétaire général, quatre spécialistes éminents des problèmes de protection NBC vérifier les faits sur place. Cette délégation était composée de MM. Anderson (Suède), Dominguez (Espagne), Dunn (Australie) et Imobersteg (Suisse). Ces quatre grands connaisseurs des armes chimiques ont séjourné du 13 au 19 mars 1984 en Iran. Ils ont déposé un rapport des plus intéressants que nous allons évoquer ici.

Les quatre spécialistes devaient déterminer si des armes chimiques avaient été utilisées en Iran et, si oui, les moyens d'engagement de ces armes et l'échelle plus ou moins vaste de leur utilisation.

Les méthodes d'investigation furent les suivantes:

- entretiens avec des officiels iraniens pour obtenir des informations
- visites dans la zone des combats où des armes chimiques auraient été utilisées pour recueillir des échantillons
- examen d'armes transférées de la zone des combats à Téhéran
- examen clinique de patients qui auraient été intoxiqués par des armes chimiques

Les projectiles incriminés par les Iraniens dans les deux zones inspectées par la commission n'étaient ni des obus ni des fusées, mais des bombes larguées d'avion. Les bombes en question avaient une longueur de 2 m 26 et pesaient 135 kg. La charge utile était de 49 kg. L'examen de bombes endommagées et non explosées révéla qu'elles contenaient une substance liquide, que les explosifs auraient dispersée sous forme d'aérosol et de vapeur dans un espace relativement vaste.

Des échantillons du contenu de ces bombes furent prélevés et analysés par deux laboratoires: l'Institut de recherche de la défense nationale, en Suède, et le Centre AC de Spiez, en Suisse. Les résultats des deux analyses effectuées par chacun des deux laboratoires seront identiques. L'examen d'une bombe trouvée à Hoor-Ul-Huwaizeh donna les résultats suivants:

- plus de 98% de dichlorodiéthylthioéther (ypérite au soufre)
- des traces de soufre et quelques impuretés
- pas de présence de mycotoxines

L'examen d'une bombe tombée près de Ahwaz et non explosée donna les résultats suivants:

- plus de 75% d'ester diméthylamino-cyanophosphonique d'éthyle, soit un agent neurotoxique appelé Tabun

- 12% de chlorobenzène, utilisé comme stabilisateur
- diverses impuretés et produits de l'hydrolyse

La commission d'experts eut aussi l'occasion de procéder à l'examen clinique des personnes intoxiquées en Iran. On peut regrouper ces patients en deux catégories: ceux qui n'étaient pas à Ahwaz et ceux présents près de cette ville.

La première catégorie de patients comptait des personnes intoxiquées il y a un jour pour les cas les plus récents et il y a dix-huit jours pour les cas les plus anciens. On peut suivre l'évolution des symptômes: tout d'abord une intense conjonctivite, une sensation de corps étranger dans l'œil et une photophobie, souvent associées à une intense rhinorrhée; ensuite (quelques heures) apparaît un érythème intense et la peau devient rouge ou même noire, les parties les plus touchées étant les aisselles, les organes génitaux et la région inguinale. Par la suite, des phlictènes apparaissent, remplies d'un liquide jaunâtre. Après quelques jours surviennent des effets systémiques de l'intoxication: leucopénie (au début de type lymphopénique), tendance aux infections, pneumonie et bronchopneumonie. Ce tableau clinique rappelle celui observé lors de la guerre 1914-1918 lors d'intoxications à l'ypérite.

Le groupe intoxiqué à Ahwaz présente un tableau clinique fort différent: cette deuxième catégorie d'intoxiqués, vu les symptômes, a utilisé des autoinjecteurs d'atropine. A l'hôpital, on observe des problèmes oculaires (lacrymation, myosis, difficultés d'accommodation), des anomalies nasales (intense rhinorrhée), des problèmes digestifs (nausées, vomissement, incontinence intestinale et rénale), des atteintes nerveuses (tremblements de la langue et de la bouche) et des difficultés respiratoires. Une analyse effectuée chez deux patients montre des taux d'acétylcholinestérase très en dessous de la normale. Tous ces symptômes réunis font conclure à une intoxication par un agent neurotoxique comme le Tabun. La conjonctivite doit être attribuée à un autre agent toxique, probablement associé au Tabun.

Tout ce rapport montre l'actualité de la menace chimique. Notre armée et notre protection civile disposent d'un bon matériel de protection, contrairement à l'armée iranienne. Il est donc absolument vital de savoir s'en servir de manière efficace, car il y va de la survie ou de la santé d'une personne menacée d'intoxication.

Schwaches Liegestellen-Konzept



Der Film «The Day After» hat mich von der Richtigkeit der bei uns getroffenen

Massnahmen überzeugt. Nehmen wir das Bild des Bauern, der noch rasch, auf behördliche Aufforderung hin, seinen Keller als behelfsmässigen Schutzraum mit Lebensmitteln, Wasser und Liegemöglichkeiten versehen hat und damit die Katastrophe überlebte. Hätte er auch noch etwas von einer «Goldenen Kuh» gehört, so hätte er bestimmt sein Vieh in den Stall getrieben und diesen auch noch behelfsmässig geschützt.

Etwa ein Drittel des Films war den Meldungen aus Europa gewidmet. Bei diesen Meldungen hat mich besonders jene beeindruckt, als es hiess, dass rote Truppen die Grenze überschritten hätten und nun im Westen gekämpft werde. Wann war das? Soweit ich mich erinnere, ungefähr 5-6 Tage vor der Stunde X, als die Raketen in den azurblauen Himmel aufstiegen. Leider wurde keine Meldung durchgegeben, dass der Bundesrat beim Zeitpunkt des Einmarsches das Einrichten unserer Schutzräume befohlen habe. Genau hier beginnen meine Zweifel, und ich muss auf ein sehr schwaches Glied in der sonst schon recht starken Kette unseres Zivilschutzes aufmerksam machen. Frage: Reicht uns die Zeit von 5 bis 6 Tagen, um unsere Schutzräume so herzurichten, dass ein längerer Aufenthalt darin möglich ist? Um diese Frage zu beantworten, möchte ich auf den im gleichen Heft beschriebenen Truppenbelegungsversuch in einer ALST aufmerksam machen. Auf Seite 32, Punkt 6 steht: «Innenausbau, Liegestellen: Im Schutzraum kommt dem «Liegen» eine grosse Bedeutung zu. Im Versuch wurden auf der Liegestelle verbrachte Ruhezeiten von bis 14 Stunden pro Tag festgestellt.» Max Hotz, Rütli ZH

Sachliche Diskussion tut not



Als «Ehemaliger» und immer noch aktiver Leser der Zeitschrift «Zivilschutz»

stelle ich fest, dass das Leibblatt der Gelbhelme in stürmische Gewässer

geraten ist. Die Diskussion lebt auf und beschränkt sich nicht nur auf fachliche Fragen; das gesamte Umfeld der Landesverteidigung und die damit zusammenhängenden Fragenkomplexe kommen zum Zug. Auf der einen Seite brauchen Zivilschützer Mut, Unterstützung und Bestätigung, dass das, was sie tun, wofür sie sich mit Leib und Seele einsetzen, wichtig und unentbehrlich ist. Andererseits darf doch auch nicht die Meinung aufkommen, dass Leute der Friedensbewegung und besorgte Ärzte einfach blosser Ketzer und Staatsverdrossene sind (vgl. Aufsatz von Prof. Sonderegger in der Nr. 4/84). Feindbilder schaffen ist wohl immer kontraproduktiv – eine sachliche Diskussion rund um die Friedensbewegung tut not und scheint mir ein Gebot der Stunde. Nach wie vor würde mich – aber das geht mich jetzt nichts mehr an – eine Podiumsdiskussion Zivilschutzbehörden/Friedensbewegung ausserordentlich freuen. Das nur eine kleine Stellungnahme, ein kurzer Gedankenspritzer nach der Lektüre der letzten Zeitschrift.

Etwas will ich nun noch mit aller Deutlichkeit sagen: Die Zeitschrift «Zivilschutz» ist regelrecht gemein! Man kommt nicht mehr darum herum, sie zu lesen. Sie ist in Grafik, Layout und vor allem im Bereich der Redaktion so «amächtig» und spannend aufgemacht, dass sich der Leser einfach Zeit nehmen muss. Deshalb eine herzliche Gratulation an Heinz W. Müller und Elisabeth Strahl!

Kurt Venner, ehemaliger Redaktor der Zeitschrift «Zivilschutz»



...für die Bau-Austrocknung mietet man ihn schnell!

Vermietung und Verkauf:
G. Kull AG, 8003 Zürich
Zurlindenstrasse 215a

Telefon
01 242 82 30
01 241 50 41